

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2016

COMPTE-RENDU SUCCINT

Signé par Monsieur le Maire le 5 juillet 2016

Affiché en mairie le 5 juillet 2016

L'an deux mille seize, le vingt-sept juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

MM et Mmes – FALCONNET – MICHEL – M'PIAYI – AUDARD – POPARD – VIGREUX – BOILEAU – BUIGUES B. – CROS – RAILLARD – ESMONIN – PIGERON – AMODEO – BERNARD – FOURGEUX – BAGNARD – JACQUOT – DAL MOLIN – BUIGUES J.F. – BUCHALET – AGLAGAL – RICHARD – BRUGNOT – CARLIER – LAKRI – KATZER – BLANDIN

EXCUSES REPRESENTES :

Madame E. MARTIN donne pouvoir à Monsieur J. VIGREUX
Madame A. FERRARI donne pouvoir à Madame B. POPARD
Madame Y. MARINO donne pouvoir à Madame C. CARLIER
Monsieur N. ACHERIA donne pouvoir à Monsieur M. FOURGEUX
Monsieur G. RENAUD donne pouvoir à Monsieur A. KATZER

ABSENTS / EXCUSES :

Monsieur P. CHERIN

Monsieur le Maire demande à Monsieur AUDARD de procéder à l'appel.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de rendre hommage aux 50 victimes des attentats d'Orlando et à l'assassinat des deux policiers de Magnanville en respectant une minute de silence.

Puis il est procédé à la désignation d'un secrétaire de séance dans l'ordre du tableau en la personne de Monsieur Patrick AUDARD.

Le procès-verbal du 2 mai 2016 est approuvé à l'unanimité après plusieurs amendements demandés par Madame Sandrine RICHARD (p 18 : comptage du vote du compte administratif et ajout d'absence de Madame M'PIAYI lors du vote), Monsieur Sylvain BLANDIN (p 36 et 38), C. CARLIER (p14 : proposition).

Concernant les dossiers du Conseil Municipal :

- Le projet de délibération n°3 relatif à la convention de mixité sociale a été modifié suite à la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine, et citoyenneté du 21 juin 2016. Le document a été remis sur table avec les amendements suivants :
Suppression de la mention « une » et « satisfaction » afin de modifier la phrase telle que « d'apporter satisfaction aux demandeurs prioritaires tout en veillant aux équilibres territoriaux »,
- Le projet de délibération n°21 relatif au changement d'horaire du cimetière a été modifié suite à la commission finances, aménagement et ressources

humaines du 23 juin 2016. Sur proposition de la commission la date du 1er novembre inclus se substitue à celle du 2 novembre (été) et la date du 2 novembre à celle du 3 novembre (hiver)

Par un courrier daté du 24 juin 2016, le groupe « Chenôve entre vos mains » a posé les questions orales suivantes :

1. « **Ancien centre d'exploitation et de maintenance DIVIA, rue de Longvic** : le 4 juin dernier, lors de l'Assemblée générale de la fédération française des MJC, le député et le conseiller municipal de Dijon, Laurent GANDGUILLAUME, a évoqué l'avenir culturel de ce lieu : Pouvez-vous nous dire quelle décision de « reconversion » de ce lieu est finalement prise ? ».
2. « **Zone commerciale « Portes du Sud »** : quel projet (communal ou intercommunal) est envisagé pour redynamiser cette zone commerciale de plus en plus désertique, a contrario de la Toison d'Or au Nord de l'agglomération ? »

Monsieur le Maire rappelle que les questions orales par le groupe « Chenôve entre vos mains » feront l'objet de réponse sans débat. Elle sera abordée à la fin de l'ordre du jour.

1. AIDE AUX VICTIMES DES RECENTES INONDATIONS – SUBVENTION AU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS

D'importantes inondations ont touché début juin une large zone du pays, allant de la Lorraine à la Normandie. Il est proposé au conseil municipal de Chenôve de s'associer à l'élan de solidarité pour aider nos concitoyens, notamment les plus démunis, qui ont été durement frappés par cet événement climatique, sous la forme d'une subvention de 1 500 € au Secours populaire français. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2016.

Vu l'article L2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer d'une subvention de 1 500 € au Secours populaire français.

2. RENOUVELLEMENT URBAIN – PROJET DE PROTOCOLE DE PREFIGURATION DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU GRAND DIJON - APPROBATION

En signant la convention de rénovation urbaine du Grand Dijon le 12 mai 2005, la Ville de Chenôve s'est engagée, dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine, dans une transformation profonde et durable du quartier du Mail. Alors que ce premier programme de rénovation urbaine est en cours d'achèvement, il convient aujourd'hui d'envisager, dans la dynamique de la Communauté Urbaine du Grand Dijon, l'avenir et les suites à donner à la démarche de rénovation urbaine engagée depuis plus de 10 ans sur le quartier du Mail.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 renouvelle les outils d'intervention de la politique de la ville faisant du contrat de ville le cadre d'une stratégie, globale et cohérente, de développement social et urbain et lançant un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Ainsi, la démarche qui sera engagée pour les 10 prochaines années au titre de ce nouveau programme de renouvellement urbain doit faire, préalablement à la signature d'une convention de renouvellement urbain, l'objet d'un protocole de préfiguration annexé au contrat de ville.

Le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du Grand Dijon constitue la feuille de route permettant de définir les projets de renouvellement urbain et les engagements des partenaires locaux et nationaux pour les quartiers concernés qui, à l'échelle du Grand Dijon, sont le Mail à Chenôve, quartier d'intérêt national, et Fontaine d'Ouche à Dijon, quartier d'intérêt régional. Ainsi, le protocole de préfiguration ne comporte que des études visant à définir précisément les projets à venir et les opérations urgentes à conduire. A l'issue de ce travail préparatoire, la convention de renouvellement urbain, en elle-même, sera signée et comportera le programme opérationnel et l'ensemble des engagements des partenaires.

Il est rappelé qu'une première version de ce protocole a été adoptée le 29 juin 2015 par délibération du conseil municipal. Le projet de protocole, joint à la présente délibération, est une version actualisée qui prend en compte les attentes de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ses partenaires formulées lors du Comité d'engagement du 18 janvier 2016.

Dans le cadre de ce protocole de préfiguration, le Grand Dijon conduira les études stratégiques nécessaires à la définition du projet en matière de stratégie commerciale et économique et en matière d'habitat. Concernant plus particulièrement le parc privé, un diagnostic sera conduit sur les copropriétés du quartier du Mail et une étude pré-opérationnelle d'OPAH "Copropriété" (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) portera sur les copropriétés les plus dégradées des quartiers concernés.

Concernant le quartier du Mail, l'enjeu pour la Ville de Chenôve est de poursuivre la mutation urbaine engagée dans le cadre de la rénovation urbaine aux abords du cœur de ville et, plus généralement, conforter l'attractivité résidentielle du parc public et privé ainsi que la qualité des espaces publics. Cinq secteurs d'intervention prioritaires ont été identifiés : le secteur Saint-Exupéry, le secteur Renan, l'îlot Gambetta, les franges Est du tramway ainsi que le secteur Kennedy. Les préconisations issues des études stratégiques conduites par le Grand Dijon alimenteront les réflexions engagées dans le cadre de l'étude urbaine en cours de réalisation.

Le coût global des études et des opérations inscrites dans le protocole de préfiguration s'élève à 2,46 millions d'euros HT dont 1,91 millions d'euros HT consacrés à la démolition de la tour n°12 rue Renan.

Au titre de ce protocole, la Ville de Chenôve engagera une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage "communication/concertation" permettant de définir les outils et les moyens à mettre en œuvre en matière de participation au projet urbain. Le coût de cette mission, évalué à 40.000 euros HT, sera cofinancé par l'ANRU à hauteur de 50%.

Considérant le présent exposé,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion urbaine et sociale, et citoyenneté en date du 21 juin 2016,
Vu les documents joints,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du Grand Dijon ainsi que son projet d'annexe financière, joints au présent rapport,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de ce projet de protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain,

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la participation financière de l'ANRU.

3. LOGEMENT – CONVENTION DE MIXITE SOCIALE – APPROBATION

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (loi n° 2014-173) institue un nouveau cadre d'intervention de la Politique de la ville à travers le renouvellement de ses outils. A son article 8, la loi prévoit une convention de mixité sociale, annexe du contrat de ville, qui fixe :

- Les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, dont les mutations, en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans le respect des articles L. 300-1 et L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation ;
- Des objectifs en fonction du critère de revenu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et des engagements pris en matière de relogement des personnes relevant des accords collectifs prévus aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- Les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain ;
- Les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation pour mettre en œuvre les objectifs de la convention.

Après la signature du contrat de ville le 6 juillet 2015, qui fixe les objectifs et orientations de la politique de la Ville, le Grand Dijon et ses partenaires ont élaboré conjointement la convention de mixité sociale.

Cette convention, annexée à la présente délibération, concerne l'ensemble des territoires prioritaires et de veille de l'agglomération : le Mail à Chenôve, les Grésilles et la Fontaine d'Ouche à Dijon, Le Bief du moulin et Guynemer à Longvic, le Centre-ville à Quetigny et le Belvédère pour Talant.

Après une analyse de l'occupation du parc social dans ces territoires, le Grand Dijon, les bailleurs, l'Etat, les réservataires dont Action Logement dans la limite du logement des salariés de ses entreprises adhérentes, et les communes se sont dotés d'objectifs communs, afin d'apporter satisfaction aux demandeurs prioritaires tout en veillant aux équilibres territoriaux. Ainsi, dans ces quartiers :

- Au maximum 40 % des attributions annuelles doivent être réalisées au profit de ménages aux ressources inférieures à 40% des plafonds PLUS ;
- Au maximum 20% des attributions annuelles doivent être réalisées au profit de ménages du contingent préfectoral « mal logés » ;
- Au minimum 20% des attributions annuelles doivent être réalisées au profit de ménages « porteurs de mixité ».

Ces objectifs pourront être réexaminés tous les ans en fonction des résultats obtenus et de l'évolution de la demande.

La convention précise également les modalités de relogement dans le cadre des projets de rénovation urbaine à intervenir d'ici 2020. Seront notamment concernés les projets de démolition par Orvitis, de la Tour Renan n°12 à Chenôve ainsi que la démolition par SCIC Habitat Bourgogne d'un bâtiment à Quetigny.

La Conférence Intercommunale du Logement réunie le 14 mars dernier a donné un avis favorable à cette convention.

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et citoyenneté en date du 21 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la convention de mixité sociale, jointe au présent rapport.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications ne remettant pas en cause son économie générale.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de cette convention.

4. DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi) DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE DIJON

Ce rapport sert de support au débat qui doit se tenir en conseil municipal sur les orientations du projet de RLPi (règlement local de publicité intercommunal) de la communauté urbaine de Dijon en application des articles L.581-14-1 du code de l'environnement et L.153-12 du code de l'urbanisme.

Un règlement local de publicité (RLP) édicte des prescriptions à l'égard des publicités, enseignes et préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Ces règles, plus restrictives que le règlement national, peuvent être générales ou s'appliquer à des zones identifiées.

L'amélioration de la qualité du cadre de vie et notamment la mise en valeur des paysages, la lutte contre la pollution visuelle, la réduction de la facture énergétique nationale, et dans une certaine mesure la sécurité routière constituent les objectifs principaux de cette réglementation, tout en garantissant la liberté d'expression ainsi que la liberté du commerce et de l'industrie.

En application de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) de 2010, la communauté urbaine de Dijon, créée le 1^{er} janvier 2015, compétente en matière de plan local d'urbanisme (PLU), est également compétente pour élaborer un RLP intercommunal sur son territoire. Les RLP communaux existants continuent à s'appliquer jusqu'à l'approbation du RLPi.

La procédure d'élaboration du RLPi est identique à celle du PLU, qui prévoit la tenue d'un débat sur les orientations en conseil de communauté et dans les conseils municipaux des communes membres.

Concernant le RLPi, au vu du diagnostic réalisé sur le territoire et en fonction de ses spécificités, des orientations en matière d'implantation publicitaire et d'intégration dans l'environnement ont été définies comme support au projet de règlement.

Pour mémoire voici une synthèse des conclusions du diagnostic :

1) L'analyse du terrain, réalisée sur l'ensemble du territoire, montre des situations extrêmement variées. Neuf communes font partie de la communauté urbaine mais n'appartiennent pas à l'unité urbaine au sens de l'INSEE, ce qui change le régime des publicités et des enseignes. Certaines communes sont dotées de RLP, d'autres non. L'étude des RLP communaux a démontré que de très bonnes mesures communales avaient été prescrites mais que l'ensemble restait très hétérogène à l'échelle de l'agglomération.

Suivant la fréquentation des axes qui les traversent ou la présence de centres commerciaux, certaines villes sont très impactées par la publicité, d'autre le sont très peu. Les panneaux publicitaires et les enseignes sont très hétéroclites, et globalement mal adaptés à leur environnement.

2) Les rencontres avec les communes qui ont eu lieu fin 2015 - début 2016 ont montré la volonté unanime de protéger le cadre de vie ; plusieurs maires considèrent que la qualité de vie est une caractéristique majeure de leur commune. La sensibilité à la cohérence territoriale est forte. Les villes considèrent que la publicité ne trouve pas sa place dans leurs centres historiques, beaucoup veulent étendre la protection à l'ensemble des secteurs résidentiels. Seule la signalétique des commerces de proximité est nécessaire dans ces lieux. Les communes dotées d'un règlement de publicité estiment que les acquis doivent être conservés. Un retour en arrière n'est pas envisageable. Tout au plus, les zonages devront-ils être adaptés aux évolutions de la ville. Les communes de deuxième couronne se satisfont de la quasi inexistence de la publicité. Enfin, la publicité numérique fait l'objet d'une certaine

défiance. Elle peut éventuellement être acceptée à condition d'être très encadrée.

Au vu de ces éléments, il est proposé de décliner les 5 objectifs en 14 orientations pour le futur RLPi (tableau de synthèse joint en annexe) :

Adapter les publicités aux lieux environnants en les harmonisant selon les typologies de lieux

Prendre en compte les vues remarquables

Canaliser les publicités situées aux entrées de l'agglomération

Limiter les enseignes dans les zones commerciales

Interdire les publicités ou minimiser leur présence dans le périmètre des monuments historiques, dans le secteur sauvegardé de Dijon et les AVAP

Interdire les publicités ou minimiser leur présence :

Dans les centres anciens des communes

Dans ou sur les éléments de patrimoine identifiés au PLU

Dans le patrimoine végétal identifié aux PLU

Dans le vignoble et dans les perspectives qui le concernent

Édicter des règles qualitatives et quantitatives pour les enseignes dans les zones sensibles

Adopter des règles particulières pour les publicités et les enseignes sur le parcours du tramway

Inscrire chaque secteur de l'agglomération dans des zones de publicité en tenant compte des projets urbains en cours ou réalisés récemment

Donner une cohérence aux publicités et aux enseignes dans les zones économiques en cours de création ou d'évolution suivant leur nature

Conserver et renforcer le caractère paisible des secteurs résidentiels

Améliorer et harmoniser la qualité du matériel (publicités et enseignes) et leur insertion dans l'architecture ou les paysages

Déterminer la plage d'extinction nocturne des publicités et enseignes

Maîtriser les publicités et enseignes numériques

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu le tableau de synthèse de ces orientations, joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu :

ARTICLE UNIQUE : Prend acte de la tenue du débat sur les orientations du projet de règlement local de publicité intercommunal.

5. BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016

Le budget supplémentaire a pour principal objet d'intégrer au budget de l'exercice en cours les restes à réaliser en investissement et les résultats de l'exercice précédent, à la suite de l'arrêt des comptes.

C'est également une étape d'ajustement des crédits inscrits au budget primitif, tant en dépenses qu'en recettes. Sur la totalité du budget, les ajustements sur les dépenses réelles correspondent à une évolution de + 2,76 %.

Les dépenses de la section de fonctionnement sont abondées de 498 250 €. Ce complément est ventilé sur les postes suivants :

- les charges de personnel : 280 000 € (hausse du point, redressement URSSAF, chômage, validations de services, promotions internes et avancements de grade),
- les dépenses d'énergie, notamment le chauffage urbain dont la partie fixe a substantiellement augmenté depuis le raccordement au réseau communautaire : 100 000 €,
- les titres annulés : 100 000 €, dont 71 000 € au titre de la TLPE, notamment en raison d'une surestimation du produit de 2015,
- l'informatique : 24 494 € dont 14 900 € pour le téléphone,
- les interventions techniques : 36 116 € (travaux sur l'auberge et entretien des fontaines),
- enfin, le reversement de la vente de coupes de bois au SIPLASUD : 26 603 €.

En recettes, les dotations de l'Etat sont ajustées après leur notification, ainsi que le produit fiscal à la suite du vote des taux. Le produit de la taxe sur les enseignes (TLPE) est réduit de 30 000 €. La vente des coupes de bois complète les recettes, qui s'élèvent au total à 157 207 €.

Le résultat de fonctionnement reporté (5 979 959,97 €) est affecté, à hauteur de 4 367 912 €, à l'autofinancement de l'investissement, permettant ainsi de réduire l'enveloppe de l'emprunt de 4 000 000 €.

En investissement, hors mouvements patrimoniaux et d'ordre, les inscriptions nouvelles s'élèvent à 373 912 €.

En dépenses, elles sont affectées principalement à :

- l'aménagement de la brasserie du Cèdre (200 000 €).
- compléter des opérations en cours : îlot Gambetta (20 060 €), plan informatique des écoles (21 000 €), toilettes publiques du parc urbain (12 000 €).
- réaliser le ravalement avec une isolation extérieure de la Maison du lien social (56 190 €). Ces travaux seraient susceptibles d'être subventionnés dans le cadre du fonds pour l'investissement local 2016.
- une étude de faisabilité de programmes immobiliers sur le foncier disponible (20 000 €).
- et enfin, à l'acquisition de matériel, notamment pour une classe expérimentale pour les moins de 3 ans à la maternelle Jules Ferry, en partie financée par des transferts de crédits de fonctionnement.

Les recettes n'enregistrent aucune variation, hormis celles concernant l'autofinancement et l'emprunt.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

PAR 28 VOIX POUR :

-Groupe des élus Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès :

Mesdames et Messieurs FALCONNET – MICHEL – M'PIAYI – AUDARD – POPARD – VIGREUX –
BUIGUES B. – CROS – RAILLARD – BERNARD – FOURGEUX – BAGNARD – JACQUOT – DAL
MOLIN – BUIGUES J.F. – BUCHALET – AGLAGAL – E. MARTIN (pouvoir à J. VIGREUX) – A.
FERRARI (pouvoir à B. POPARD) – N. ACHERIA (pouvoir à M. FOURGEUX) – LAKRI

-Groupe des élus Communistes et Républicains : Mesdames et Monsieur J. BOILEAU- M.
AMODEO - A-M. PIGERON

- Monsieur J. ESMONIN,

- Madame S. RICHARD

-Rassemblement Bleu Marine : Messieurs A. KATZER – G. RENAUD (pouvoir à A.KATZER)

Et 4 ABSTENTIONS :

-Groupe Chenôve entre vos mains : Mesdames et Messieurs Y-M. BRUGNOT – Y. MARINO
(pouvoir à C. CARLIER) – C. CARLIER – S. BLANDIN

ABSENT : Monsieur P. CHERIN,

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le budget supplémentaire pour 2016 joint en annexe.

6. ADMISSION EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOUVRABLES

Malgré la mise en œuvre de moyens pour parvenir au recouvrement des titres de recettes, des créances restent irrécouvrables, en raison de l'insolvabilité ou de la disparition des débiteurs.

Par conséquent, le comptable public demande l'admission en non-valeur de créances pour un montant de 3 958,02 €, se répartissant par exercice comme suit :

2008	31,55 €
2009	338,00 €
2010	241,77 €
2011	86,80 €
2012	420,47 €
2013	1 474,04 €
2014	1 365,39 €
TOTAL	3 958,02 €

Les crédits nécessaires sont prévus au budget primitif 2016 au compte 6541.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-17 et L 2121-29,
Vu la demande d'admission en non-valeur dressée par le comptable public,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'accepter l'admission en non-valeur des titres conformément au tableau présenté ci-dessus.

7. MODIFICATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE SUR LES ENSEIGNES

Par délibération du 22 septembre 2008, le Conseil Municipal approuvait la création sur le territoire de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2009, de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en substitution de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) perçue jusqu'en 2008.

Par délibération du 28 juin 2010, le Conseil Municipal a voté:

- l'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²,
- la réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

Par délibération du 14 mai 2012, le Conseil Municipal a fixé les tarifs applicables de la TLPE conformément à l'article L 2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) comme suit :

Dispositifs publicitaires, préenseignes non numériques	Dispositifs publicitaires, préenseignes numériques	Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes entre 12 et 50 m ² *	Enseignes de plus de 50 m ² *
20 €	60 €	0 €	20 €	40 €	80 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12m² est multiplié par 2, lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

Ces tarifs correspondaient aux tarifs maximaux prévus par l'article L.2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et applicables par les communes, dont la population est inférieure à 50 000 habitants, appartenant à un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants.

Cependant, compte tenu du contexte économique actuel et de ses conséquences pour les entreprises et après plusieurs rencontres avec les acteurs économiques locaux, il est proposé de diminuer de 10 % les tarifs applicables aux enseignes, étant précisé que les tarifs des dispositifs publicitaires et pré-enseignes restent inchangés.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : De fixer les tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure applicables aux enseignes à compter du 1er janvier 2017, conformément à l'article L.2333-10 du code général des collectivités territoriales, aux montants suivants :

Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes entre 12 et 50 m ²	Enseignes de plus de 50 m ²
0 €	18 €	36 €	72 €

8. CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SECOURS POPULAIRE DE CHENOVE

Chenôve, par culture et par engagement, est une ville solidaire. La ville de Chenôve reconnaît également partager des valeurs propres à toute action d'Education Populaire : former des citoyens à participer activement à la vie du pays, à devenir acteurs de la société tout en affirmant la diversité des identités, des singularités.

Tout en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations, la Ville de Chenôve veille tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative. A cette fin, elle accorde une attention particulière à l'action des associations qui ont pour objectifs essentiels l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice de la citoyenneté.

A ce titre, il est proposé de mettre en œuvre un partenariat engagé avec le Secours Populaire de Chenôve dès la saison culturelle 2016/2017. La Ville de Chenôve s'engagera notamment à **informer les relais bénévoles du Secours Populaire, faciliter la sortie culturelle en accordant notamment** des invitations pour les spectacles de la saison (au maximum 6 par spectacle / accompagnateur compris sur l'ensemble des spectacles organisés par la ville) et permettre au public suivi par le Secours Populaire d'accéder à l'offre des établissements culturels de Chenôve

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 Juin 2016,
Vu le projet de convention joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'autoriser le Maire à signer la présente convention,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à mettre en œuvre la lettre et l'esprit de la convention.

9. DEMANDE DE SUBVENTION AU MINISTERE DE LA CULTURE POUR LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT COMMUNAL DE MUSIQUE ET DE DANSE AU TITRE DE L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Dans le cadre de ses missions, le Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique et de Danse, développe, sur le territoire, des actions d'éducation artistique et culturelle.

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque élève se construit de l'école primaire au lycée dans la complémentarité des temps scolaire et périscolaire d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et compétences que l'élève a acquises, des pratiques qu'il a expérimentées et des rencontres qu'il a faites dans les domaines des arts et de la culture.

A ce titre, la ville de Chenôve accueillera l'Orchestre Symphonique Inter Ecole de Musique (OSIEM) au Cèdre et sollicite à ce titre une aide la Direction Régionale des Affaires Culturelles à hauteur de 9 000€.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer un dossier auprès de la DRAC au titre de l'Education artistique et culturelle,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une aide de 9 000€ pour accueillir l'Orchestre symphonique Inter Ecole de Musique de Côte d'or au Cèdre sur la saison 2016/2017.

10. TARIFS MUNICIPAUX - CREATION D'UN TARIF DE PRISE EN CHARGE DES REPAS DES AGENTS ET C.D.D.U DIT « INTERMITTENTS DU SPECTACLE » RECRUTES DANS LE CADRE DES LOCATIONS DU CEDRE

Dans le cadre des locations, il est proposé la création d'un tarif repas au bénéfice de l'équipe technique (permanents, et C.D.D.U = contrats à durée déterminée d'usage pour les intermittents) à la charge du locataire lorsque l'équipe doit intervenir sur les temps de repas.

Jusqu'à présent, aucun tarif n'avait été adopté.

Afin d'organiser et de structurer les choses, un montant proposé est de 10€ le repas. En cas de prise en charge directe par le locataire, le tarif ne sera pas appliqué.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le tarif de 10 € par repas au bénéfice de l'équipe technique lorsque celle-ci doit intervenir sur les temps de repas.

11. APPROBATION DE LA CHARTE DU MECENAT CULTUREL

Les lois n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations ainsi que les évolutions de la législation dans ces domaines ont doté la France d'un ensemble de dispositions juridiques et fiscales particulièrement propices au développement de la générosité privée au profit d'œuvres et d'organismes reconnus d'intérêt général.

Dans le domaine culturel, grâce aux dispositions de droit commun et aux mesures spécifiques contenues dans la loi, les entreprises, les fondations, les fonds de dotation, les associations de mécènes et les particuliers sont de plus en plus nombreux à apporter leur soutien, au plan national ou territorial, à des organismes publics et privés œuvrant à la sauvegarde et à l'enrichissement, du patrimoine, au soutien à la création et à la diffusion artistiques, à la recherche en histoire des arts, à l'enseignement et à l'éducation artistiques et culturels, à l'accès de tous les publics à la culture et au rayonnement culturel de notre pays.

Le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) a souhaité accompagner cette dynamique sans précédent en favorisant, par la publication de la présente charte, une application de la législation conforme à ses principes fondamentaux, dans le respect tout à la fois du bien commun, des spécificités des organismes culturels et des prérogatives des mécènes.

La Ville de Chenôve souhaite ouvrir dès la saison culturelle 2016/2017 la possibilité de solliciter le mécénat d'entreprises et de particuliers. A ce titre, il est proposé au Conseil municipal de signer la Charte du Mécénat culturel.

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,
Vu le projet de charte joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'autoriser le Maire à signer la Charte du Mécénat culturel,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à engager toute démarche en faveur de la promotion du mécénat au bénéfice de la politique culturelle, artistique et éducative de Chenôve.

12. RECOURS AU CONTRAT A DUREE DETERMINEE DIT D'USAGE (CDDU OU « INTERMITTENTS DU SPECTACLE ») POUR L'ORGANISATION TECHNIQUE DES MANIFESTATIONS CULTURELLES ORGANISEES PAR LA VILLE DE CHENOVE

La mise en œuvre de la saison culturelle organisée en régie directe par la Ville de Chenôve et les locations du Cèdre nécessitent le recours à des intervenants spécialisés, professionnels du spectacle vivant. Dans ce cadre, il est proposé dans un souci d'équité et de transparence de structurer les recrutements d'intermittents :

- en faisant appel à des contrats à durée déterminée dit d'usage (CDDU ou « intermittents techniques » du spectacle),
- en passant pour chacun d'entre eux un contrat avec le Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO)
- en fixant les rémunérations nettes des intéressés conformément au tableau suivant.

A ces rémunérations nettes s'ajouteront les charges légales à la charge de la collectivité. Il est proposé au Conseil Municipal de Chenôve de bien vouloir fixer les rémunérations conformément au tableau ci-dessous :

Type d'intervenants	Rémunération nette de l'heure
Assistant technique	9,70 €
Technicien son / lumière / vidéo (H/F)	12,50 €
Technicien plateau (H/F)	12,50 €
Costumier / maquilleur / habilleur (H/F)	12,50 €
Régisseur son / lumière / plateau	14,50 €
Régisseur général (H/F)	22,00 €

Remarques :

- **Cachets ou heures :**
Contrairement aux artistes, les périodes d'emploi des techniciens du spectacle ne peuvent plus être déclarées en cachets auprès du Pôle Emploi depuis le 1er janvier 1999. Par conséquent, les techniciens sont exclusivement payés à l'heure.
- **Durée minimale d'un service technique :**
Un salarié en CDDU ne peut être convoqué pour moins de 2h00.
- **Pause repas et travail après 1h du matin : Indemnité de panier**
Tout salarié doit disposer, entre deux périodes de travail, d'une heure de pause à l'heure du repas comprise :
 - entre 11 h 30 et 14 h 30 pour le déjeuner,
 - entre 18 h et 21 h pour le dîner,
 - ou de quarante-cinq minutes en cas de journée continue.

- Lorsque, par suite de nécessité de service, l'employeur demande au salarié d'effectuer une tâche qui diminue le temps de pause précité, l'employeur sera dans l'obligation de fournir un repas qui sera alors déclaré en avantage en nature pour un montant de 10 €.
Si l'employeur est dans l'impossibilité de fournir ce repas, l'indemnité de panier de 10 € sera payée au salarié. Elle est indexée et fiscalement assimilée à l'indemnité de déplacement.

Cette indemnité est également due en cas de travail après 1 heure du matin, et elle est assortie d'une pause de 30 minutes. Cette pause est comptée comme du temps de travail effectif. Le montant de la prime sera fixé à 10 €.

- **Majoration de la rémunération des heures de nuit :**
Les heures effectuées entre 1 heure et 6 heures du matin donnent lieu à une majoration de 15% du salaire horaire brut

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'approuver les présentes conditions de recrutement,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à mettre en œuvre les présentes conditions.

13. DISPOSITIF « ABONNEMENT SAISON 2016-2017 LE CEDRE »

La tarification de la saison culturelle approuvée lors de la séance du conseil municipal du 2 mai 2016 pour objectif de permettre l'accès du plus large public au spectacle vivant à travers des tarifs peu élevés et adaptés aux différentes catégories de spectateurs. Elle a également pour but de fidéliser les publics et d'inciter à la fréquentation des lieux de spectacle à travers le système d'abonnement.

En lien avec la délibération actualisant la grille tarifaire de la saison culturelle, il est proposé au Conseil Municipal d'ajouter la possibilité de souscrire un abonnement à la disposition du public fréquentant le Cèdre, calculé à partir de la grille tarifaire votée au dernier conseil municipal du 2 mai 2016 et dans les conditions suivantes :

- Le spectateur fixe désormais lui-même le nombre de spectacles composant son abonnement, avec un minimum de 3 figurant dans la liste des spectacles de la saison soumis aux abonnements.
- Sont exclus les spectacles figurant dans la programmation «En famille au Cèdre !» et «Le Cèdre hors les murs». Sur ce point, il y a lieu de préciser que le tarif enfant de la programmation « En famille au Cèdre » est applicable aux enfants de moins de 12 ans.
- Le tarif appliqué à l'abonnement choisi est calculé en fonction du tarif réduit appliqué sur la grille existante. Grâce au tarif à la place, le coût de l'abonnement est calculé en fonction du nombre de spectacles sélectionnés.

Intitulé, « **Abo 3 spectacles et +** », il est proposé la tarification suivante :

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D
Tarif plein	15,00 €	20,00 €	30,00 €	40,00 €
Tarif réduit	10,00 €	15,00 €	25,00 €	35,00 €
Abo 3 spectacles et +	10,00 €	15,00 €	25,00 €	35,00 €
Moins de 12 ans	8,00 €	8,00 €	10,00 €	12,50 €
Groupes et C.E	8,00 €	15,00 €	25,00 €	35,00 €
Scolaires (Gratuité pour les accompagnateurs)	8,00 €	10,00 €	15,00 €	20,00 €
Carte culture Etudiant	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €
Tarif « Dernière minute »	7,00 €	10,00 €	15,00 €	17,50 €

L'abonnement est nominatif, une seule place par spectacle est autorisée.

L'abonné pourra ajouter des spectacles à son abonnement en fonction de ses choix au cours de la saison culturelle 2016-2017. Le tarif abonné sera alors appliqué pour ces spectacles supplémentaires.

A la souscription de l'abonnement, une fiche-client comportant un moyen de contact sera nécessairement enregistré dans le système informatique de la billetterie du Cèdre et à son usage exclusif, afin de transmettre à l'utilisateur des informations relatives à son abonnement.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°7817 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne pourra obtenir communication, et le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en adressant une demande par courrier postal à la mairie de Chenôve.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le dispositif tarifaire d'abonnement applicable à la saison 2016/2017 du Cèdre dans les conditions exposées.

14. TARIF DEROGATOIRE SPECTACLE EN COREALISATION VILLE DE CHENOVE – LA VAPEUR

Notre dernier conseil municipal du 2 mai 2016 a approuvé la nouvelle grille tarifaire applicable aux spectacles de la prochaine programmation culturelle 2016/2017.

Or, le concert de l'artiste MHD programmé au Cèdre, en partenariat avec la Vapeur le 15 octobre 2016 dans le cadre d'une coréalisation, nécessite de fixer des tarifs communs applicables aux deux billetteries.

Le prix des places (debout et assis libres) est fixé comme suit :

- Plein tarif adulte sur place une heure environ avant le concert : 24 €
- Plein tarif adulte en pré-vente et tarifs réduits : 21 €
- Cartes Vapeur, Pass'Sport Culture Chenove, Bibliothèque, Conservatoire : 19 €
- Carte Culture étudiants : 5,50 €

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter ce tarif dérogatoire pour le concert organisé le 15 octobre 2016 en coréalisation entre la Ville de Chenôve et la Vapeur.

15. CONDITIONS GENERALES DE VENTE SAISON CULTURELLE DE LA VILLE DE CHENOVE

Pour permettre une vente optimale et sécurisée des places de spectacle de la saison culturelle, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les conditions générales de vente sur l'ensemble des spectacles proposés au Cèdre et hors les murs.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,
Vu les conditions générales de vente,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'adopter les conditions générales de vente ;

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à mettre en œuvre les dispositions des conditions générales de vente.

16. DEMANDE DE SUBVENTION « FONDATION HASSAN II » PROJET MAROC INTER-CONSERVATOIRE

La ville de Chenôve par son Conservatoire à Rayonnement Communal – Danse – Musique – Théâtre va accueillir une classe du conservatoire de CHEFCHAOUEN (MAROC) du dimanche 20 novembre au dimanche 27 novembre 2016 pour un échange culturel et musical qui sera clôturé par un concert au Cèdre le vendredi 25 novembre 2016.

La prise en charge de la délégation marocaine qui sera composée de 10 élèves, 3 professeurs du conservatoire de Chefchaouen et d'élus de cette même ville, se fera dès leur arrivée sur le territoire français. Les enfants seront hébergés dans les familles dans le cadre de cet échange et un retour au Maroc est prévu pour les vacances de printemps 2017.

Un budget a été prévu pour l'organisation de ce partenariat. Dans ce cadre, le consulat du Maroc au travers la fondation HASSAN II pourrait contribuer à la mise en œuvre de ce projet par la ville de Chenôve et lui apporter une aide de 2000 €.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser le Maire à solliciter une subvention de 2000€ auprès de la Fondation Hassan II par le biais du Consulat du Maroc.

17. AUTORISATION AU MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION CADRE 2016-2018 DEFINISSANT LES PRINCIPES ET LES MOYENS DE L'INTERVENTION DE LA SOCIETE DIJONNAISE DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL (SDAT) RELATIVES AUX ACTIONS MISES EN PLACE SUR LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND DIJON, ET PLUS PRECISEMENT DU DISPOSITIF INSER SOCIAL CHENOVE

La SDAT (société dijonnaise de l'assistance par le travail), association œuvrant en faveur des personnes les plus démunies, réalise depuis de nombreuses années des actions destinées à favoriser l'accès de ces personnes aux services de logement, de santé, d'insertion sociale et professionnelle existants.

Sur le territoire du Grand Dijon, 5 actions ont été identifiées par l'ETAT, le Conseil Départemental, la communauté urbaine du Grand Dijon, le Ville de Dijon, le CCAS de Dijon, la Ville de Chenôve, le CCAS de Chenôve, et l'Agence Régionale de Santé.

Ces actions, sont identifiées sous les intitulés suivants :

- ACOR Centre-Ville
- ACOR Grand Dijon
- INSER SOCIAL Chenôve
- Centre de Santé Polyvalent-Antenne d'accueil médical
- Espace Permanent d'Insertion (EPI)

La Ville de Chenôve cofinance exclusivement le dispositif INSER SOCIAL Chenôve, avec le Conseil Départemental, le Grand Dijon (contrat de ville) et l'Etat. Ce dispositif recouvre des actions d'accompagnement social individualisé auprès d'un public logé en milieu ordinaire. Les personnes accompagnées par ce dispositif sont originaires de Chenôve mais peuvent être relogées sur d'autres communes sans que l'accompagnement ne soit remis en question. Une partie des moyens d'INSER SOCIAL Chenôve (notamment locaux et encadrement) sont mutualisés avec le dispositif ACOR Grand Dijon de la SDAT.

Le public visé est constitué de personnes majeures, entrainées dans un processus d'exclusion sociale généré par de multiples difficultés sociales et médico-sociales, pour lesquelles les interventions sociales de droit commun ont atteint leurs limites.

Ce dispositif est piloté par le CCAS de Chenôve qui coordonne l'action et s'assure de la réalisation de la mission ainsi que du respect des procédures de fonctionnement. Des commissions techniques ont lieu tous les deux mois à des fins de suivi des situations prises en charge dans le dispositif.

La présente convention fixe les principes et moyens de l'intervention de la SDAT.

Cette convention sera désormais fixée pour trois ans. Les subventions des cofinanceurs seront fixées annuellement sur la base des budgets prévisionnels validés. La présente convention oblige également à ce que l'affectation des excédents fasse l'objet d'une validation par les cofinanceurs.

Budget prévisionnel : 60 000 €

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et citoyenneté en date du 21 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre 2016-2018 définissant les principes et les moyens de l'intervention de la société dijonnaise de l'Assistance par le Travail (SDAT) relatives aux actions mises en place sur la Communauté urbaine du GRAND DIJON,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

18. DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'EMPRISES FONCIERES DANS LE CADRE DU REAMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BASTIE ET DE SES ABORDS

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine mené conjointement par la commune et les acteurs du logement social notamment, Dijon Habitat a engagé des travaux de réaménagement du bâtiment Bastié sis du 10 au 16 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny.

Quatre emprises foncières issues de la parcelle AI 141 situées en pied d'immeuble et rattachées actuellement au domaine public communal ont été réaménagées en escaliers et rampes d'accès handicapés à ce bâtiment.

Dans le cadre de la régularisation foncière nécessaire, il convient aujourd'hui d'autoriser l'affectation de ces parcelles conformément à leurs usages.

Dans cet objectif et préalablement à la cession à Dijon Habitat du foncier concerné, il est proposé de prendre acte de la désaffectation de ces parcelles correspondant à une superficie totale de 43 m², puis de prononcer leur déclassement, afin qu'elles ne soient plus rattachées au domaine public de la commune.

Celles-ci n'ayant pas de fonction de circulation ou de stationnement, il n'est pas nécessaire de lancer préalablement une procédure d'enquête publique.

Vu l'article 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu le plan joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : De prendre acte de la désaffectation des emprises foncières de 43 m² dépendant du domaine public de la collectivité, suivant le plan annexé,

ARTICLE 2 : De prononcer ensuite le déclassement des espaces désignés ci-dessus,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents préalables nécessaires pour réaliser la division parcellaire,

ARTICLE 4 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à cette désaffectation puis à ce déclassement.

19. ECHANGES FONCIERS VILLE DE CHENOVE / DIJON HABITAT DANS LE CADRE DU REAMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BASTIE ET DE SES ABORDS

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine mené conjointement par la commune et les acteurs du logement social notamment, Dijon Habitat a engagé des travaux de réaménagement du bâtiment Bastié sis 10 à 16 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny et de ses abords.

Il s'agit d'autoriser les différentes modifications foncières suivant leurs usages.

Ainsi, quatre emprises foncières issues de la parcelle AI 141 correspondant à une superficie totale de 43 m², réaménagées en escaliers et rampes d'accès handicapés, seraient cédées par la commune après leur sortie du domaine public communal.

Par ailleurs, huit tènements fonciers issus de la parcelle AI 140, propriété de Dijon Habitat, pour une superficie totale de 105 m² seraient acquis par la commune.

Le principe d'un échange parcellaire sans soulte a été retenu, les frais liés à l'échange (géomètre, notaire...) seraient à la charge de Dijon Habitat.

Considérant les caractéristiques de l'opération s'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine et de la cohérence du foncier,

Vu l'avis de France Domaine,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu le plan joint en annexe,

Il est à noter l'absence de Madame Marie-Paule CROS lors du vote de la délibération n°19.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'autoriser l'échange parcellaire aux conditions exposées, suivant le plan annexé,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte correspondant qu'il soit notarié ou en la forme administrative, étant précisé que la commune sera en conséquence représentée, lors de la signature de l'acte, par le Premier Adjoint au Maire,

ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

20. COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND DIJON : TRANSFERT DE COMPETENCES – MISE A DISPOSITION DU GRAND DIJON DES VOIRIES, MATERIELS, ET VEHICULES

Vu les arrêtés préfectoraux portant l'extension des compétences de la Communauté de l'agglomération dijonnaise,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5211-5-III, L5211-17 et L5211-18-I

Vu les articles L 1321-1 à L 1321-5 du CGCT,

Considérant qu'en application de l'article L 5211-5-III du CGCT, le « transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble de droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des articles L 1321-1 et L 1321-5 du CGCT »,

Considérant que l'article L 1321-1 du CGCT dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence »,

Considérant qu'en vertu de l'article 7 de ses statuts, figure au nombre de compétences de la communauté urbaine la création, l'aménagement et l'entretien des voiries,

Pour l'exercice de cette compétence, il convient de mettre à la disposition de la communauté urbaine les voies et leurs accessoires, les véhicules et les matériels et outillages correspondants. Un procès-verbal de mise à disposition doit être signé entre la communauté urbaine et la commune de Chenôve afin de fixer les modalités de ces mises à disposition.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,
Vu le projet de procès-verbal joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'approuver le projet de procès-verbal de mise à disposition fixant la liste des biens et équipements nécessaires à l'exercice de la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie, à signer entre le Grand Dijon et la commune de Chenôve. Le procès-verbal fixe également les modalités de cette mise à disposition,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le procès-verbal, ainsi que tous les actes et documents relatifs à l'application de ces décisions.

21. CHANGEMENT DES HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DU CIMETIÈRE : MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DU CIMETIÈRE.

Suite à une étude comparative effectuée auprès des collectivités alentours sur les horaires d'ouverture et de fermeture des cimetières, il semble opportun de mettre en adéquation les horaires du cimetière de Chenôve avec ceux des structures de l'agglomération dijonnaise.

Ainsi, l'heure d'ouverture pourrait être repoussée à neuf heures au lieu de huit, ce qui ne perturberait guère les usagers dans leurs habitudes puisque selon les décomptes opérés par les gardiens, moins de cinq personnes en moyenne se présentent avant neuf heures.

Cette modification des horaires matinaux permettrait par ailleurs de résoudre les difficultés d'organisation liées à la nécessité de recourir à la présence d'un agent communal pour procéder aux ouvertures/fermetures du cimetière. En effet, l'amplitude des plages d'ouverture au public, sept jours sur sept, nécessite l'intervention de plusieurs personnels afin d'être en conformité avec la législation du travail.

La réduction de la plage du matin permettrait donc, dans le cadre de la réorganisation et de l'annualisation des personnels, de mutualiser les interventions des agents appelés à intervenir auprès des structures municipales, notamment au cimetière, et d'optimiser leur temps de travail.

Toutefois, afin de permettre aux entreprises de Pompes Funèbres de réaliser les travaux d'exhumation qui leur incombent, il est nécessaire de leur autoriser l'accès au cimetière avant neuf heures en dehors des heures d'ouverture.

C'est pourquoi, il est proposé de modifier le règlement du cimetière et d'adapter en conséquence ledit règlement comme suit :

- L'article 3 mentionnerait les nouveaux horaires :
 - De neuf à dix-neuf heures du 1^{er} avril au 1^{er} novembre inclus (été) ;
 - De neuf à dix-sept heures trente du 2 novembre au 31 mars inclus (hiver).
- L'article 14 alinéa 1 mentionnerait les nouvelles conditions d'exhumation :

Les exhumations doivent être terminées avant 10 heures du matin, sauf sur ordre de l'autorité judiciaire.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{ER} : D'autoriser les modifications du règlement du cimetière conformément à l'exposé ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

22. ADHESION DE LA VILLE DE CHENOVE A L'ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

Depuis sa création en 1990, l'Association des Petites Villes de France poursuit une même ambition : donner un sens et un poids aux petites villes qui représentent près de 19 millions d'habitants, soit 30% de la population française.

En tissant du lien, les petites villes sont les actrices de la recomposition territoriale et les moteurs de la coopération intercommunale. Entre monde rural et grandes agglomérations, elles constituent aujourd'hui un pivot fondamental, véritable facteur d'équilibre contre les excès de la métropolisation.

L'Association des petites villes de France est structurée autour d'un Bureau qui se réunit tous les deux mois et d'un Conseil d'administration, réuni deux fois par an. L'Association s'appuie par ailleurs sur une équipe de permanents composée d'experts compétents dans les différents domaines d'intervention de l'APVF : finances locales, santé, questions européennes, etc.

La cotisation annuelle est de 0,09 € par habitant en 2016. La population « municipale » de Chenôve est de 13 982 habitants. La cotisation au titre de 2016 serait donc de 1258,38 €.

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'adhérer à l'association des petites villes de France à compter de l'exercice de 2016 et d'inscrire au budget de la commune chaque année le montant de la cotisation.

23. DEMANDE DE SUBVENTION POUR UN VESTIAIRE SPORTIF AU STADE LEO LAGRANGE - RECTIFICATIF

Par délibération en date du 9 novembre 2015, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à solliciter des aides financières notamment du Conseil Départemental à hauteur de 118 500 € H.T.

Or il s'avère que cette construction est considérée comme un équipement sportif de plein air et qu'à ce titre on ne peut solliciter une subvention qu'à hauteur de 45 000 € H.T.

Dans ces conditions, le plan prévisionnel de subventionnement d'un montant de 958 000 € H.T. doit être modifié comme suit :

CNDS	191 000 €
Conseil Régional	150 000 €
Conseil Départemental	45 000 €
Grand Dijon	100 000 €

Etant précisé que le solde, compris le montant de la TVA à laquelle l'opération est assujettie, est pris en charge par la ville.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 juin 2016,
Vu l'avis de la commission Culture, Education, Jeunesse et Sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions relatives à la construction des vestiaires sportifs conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'accomplir toutes les formalités et démarches nécessaires.

24. MODIFICATION DES CREDITS DE PAIEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR LE PARC URBAIN

Par délibération n°149 du 12 décembre 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe de gestion des investissements en autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP) à partir du budget 2012,

Par délibérations n°151 et n°152 du 12 décembre 2011, le Conseil Municipal a voté l'ouverture d'autorisations de programme, notamment pour l'aménagement du Parc urbain, modifiées par délibérations du 17 décembre 2012, du 16 décembre 2013, du 22 décembre 2014 et du 14 décembre 2015,

Pour permettre l'installation de toilettes publiques dans le parc, il convient d'abonder de 12 000 € l'autorisation de programme, portant son montant à 3 612 000 €.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2311-3 et R.2311-9,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion urbaine et sociale, et citoyenneté en date du 21 juin 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : De modifier le montant de l'autorisation de programme et des crédits de paiement conformément au tableau ci-après.

N° AP/CP/ Ventilation des crédits par chapitre	Intitulé AP	Montant de l'AP	CP réalisés en 2012	CP réalisés en 2013	CP réalisés en 2014	CP réalisés en 2015	CP ouverts année 2016
2	Parc urbain	3 612 000 €	787 905 €	160 902€	2 269 297.49€	275 015.45 €	118 880.06 €
2312							118 880.06 €

25. DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2015

La Ville de Chenôve bénéficie de la Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale, issue de la loi du 13 mai 1991 et réformée par la loi de programmation pour la cohésion sociale 2005-32 du 18 janvier 2005 et la loi de finances 2004-1484 du 30 décembre 2004.

La DSUCS est attribuée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées » et se concentre plus particulièrement sur les communes disposant de zones urbaines sensibles (ZUS) et/ou de zone franches urbaines (ZFU).

Un classement des communes de plus de 10 000 habitants est effectué chaque année. Les critères pris en compte pour ce classement sont les suivants :

- Le potentiel financier,
- Le nombre de logements sociaux,
- Le nombre de personnes bénéficiant des allocations logement,
- Le revenu par habitant.

En 2015, les données de la commune, comparées aux moyennes nationales, ont positionné la Ville de Chenôve au 188^e rang sur 742 communes éligibles.

Depuis 2005, la formule d'attribution prend en compte la proportion de la population en zone urbaine sensible et en zone franche urbaine. Cette réforme s'est traduite par un abondement substantiel de la DSUCS pour la Ville de Chenôve.

En 2015, l'attribution s'élevait à 3 214 298 €, en progression de 8.60 % par rapport à 2014 (soit une augmentation de 254 934 €), dont 228 300 € au titre de la DSU cible qui est une bonification répartie entre les 250 premières communes bénéficiaires.

Conformément à l'article L1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la ville présente, chaque année, un rapport sur les actions de développement social urbain et les conditions de leur financement.

La loi précise que la dotation doit contribuer à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines, notamment par le développement de « services collectifs de proximité » et par des aides ciblées.

Dans un contexte financier tendu, cette dotation a permis à la Ville de poursuivre, développer ou accompagner, des actions dans de multiples domaines, afin d'apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques de sa population la plus fragilisée et d'atténuer les inégalités :

- actions de coordination,
- promotion de l'insertion sociale et professionnelle,
- développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance,
- soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la jeunesse,
- adaptation de l'accueil ou des services au public,
- soutien apporté à des organismes sociaux et à des associations contribuant à faciliter l'accès à des activités de loisirs,
- amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants, dans le cadre du projet urbain avec d'importants travaux d'aménagement et l'aide à la construction de logements sociaux.

Le coût de ces actions, organisées par la Ville, ou en partenariat, est présenté dans l'annexe jointe.

Vu l'article L1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine, et citoyenneté en date du 21 juin 2016,

Vu le tableau annexé,

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu :

ARTICLE UNIQUE : Prendre acte du rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice 2015 et les conditions de leur financement.

26. REGLEMENT INTERIEUR DES SERVICES PERISCOLAIRES DE LA VILLE DE CHENOVE

La mise en place des nouveaux rythmes éducatifs est effective depuis 2014, et après 2 années de fonctionnement, il est proposé pour la rentrée scolaire 2016 :

- d'ajuster les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ensemble des temps périscolaires adoptées par délibération n°29 du 11 mai 2015,

Les principales évolutions du règlement concernent les dispositions suivantes :

- Une ligne téléphonique directe est mise en place à destination des familles,
- Service d'accueil périscolaire : concernant la garderie gratuite, compte tenu des demandes des familles, il serait désormais possible de réserver ou non le mercredi outre le mardi et le vendredi,
- Service de garderie gratuite : il est proposé de mentionner « service non facturé » et non « garderie gratuite », afin de mettre en évidence la prise en charge du service par la commune qui supporte sans contrepartie ce coût de fonctionnement,
- Par souci de simplification, les jours de NAP (Nouvelles Activités Périscolaires) et le nombre de cycles ne seraient plus précisés. Les familles seront informées par un document type « semaine d'école à Chenôve », chaque année au moment des inscriptions périscolaires.
- Restauration scolaire : dans le respect du guide pratique GEMRCN (Groupement d'Etudes des marchés en Restauration Collective et de Nutrition) et du plan nutrition santé, il serait précisé que chaque élément du menu sera servi aux enfants.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°29 du 11 mai 2015,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Vu le projet de règlement intérieur des services scolaires municipaux (restauration scolaire, centres d'accueil/garderie, nouvelles activités périscolaires) joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les nouvelles règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le règlement intérieur ci-joint conformément aux conditions exposées et à y apporter toutes modifications de détail utiles ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires.

27. REGLEMENT INTERIEUR DU SERVICE EXTRASCOLAIRE DE LA VILLE DE CHENOVE

La mise en place des rythmes éducatifs (scolaires et périscolaires) effective depuis 2014, ayant engendré une baisse de fréquentation des deux accueils de loisirs du Plateau et du Mail, il est proposé pour la rentrée scolaire 2016 :

- d'ajuster les règles d'organisation et de fonctionnement des deux accueils de loisirs adoptées par délibération n°63 du 16 juin 2014.

Les principales évolutions du règlement concernent les dispositions suivantes :

- Concernant l'accueil des enfants de moins de 6 ans : compte tenu des préconisations du médecin de PMI relatives aux locaux de l'accueil de loisirs du Mail particulièrement adaptés aux enfants de moins de 6 ans, et compte tenu des caractéristiques des locaux du Centre de loisirs du Plateau, il serait proposé d'accueillir les enfants de 3 à 5 ans en priorité à l'accueil de loisirs du Mail pour les nouveaux inscrits avec une obligation pour les moins de 3 ans,
- Concernant la réservation des périodes de vacances scolaires : pour tenir compte des demandes des familles, il serait désormais possible de réserver jusqu'au jeudi pour le lundi suivant et 48h avant pour les autres jours,
- Concernant la restauration : dans le respect du guide pratique GEMRCN (Groupement d'Etudes des marchés en Restauration Collective et de Nutrition) et du plan nutrition santé, il serait précisé que chaque élément du menu sera servi aux enfants,

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°63 du 16 juin 2014,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Vu le projet de règlement intérieur du service extrascolaire municipal (accueil de loisirs du plateau, accueil de loisirs du Mail) joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les nouvelles règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le règlement intérieur ci-joint conformément aux conditions exposées et à y apporter toutes modifications de détail utiles ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires.

28. TARIFICATION DES SERVICES PERISCOLAIRE (RESTAURATION SCOLAIRE) ET EXTRASCOLAIRE (ACCUEILS DE LOISIRS DU PLATEAU ET DU MAIL) DE LA VILLE DE CHENOVE

Afin notamment de prendre en compte les demandes des représentants de parents d'élèves concernant le secteur de la restauration scolaire, il est proposé à compter du 1^{er} septembre 2016 :

- de modifier les modalités adoptées par délibération n°102 du 14 décembre 2015 pour les pénalités financières applicables à ce secteur.

Par ailleurs, afin de répondre à une baisse des effectifs de fréquentation au sein du secteur extrascolaire (accueils de loisirs du Plateau et du Mail), constatée depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires en 2014, il est proposé à compter du 1^{er} juillet 2016 :

- de modifier la majoration financière adoptée par délibération N°102 du 14 décembre 2015 et applicable à ce secteur en cas de réservation hors du délai prévu par le règlement.

Ainsi, les évolutions tarifaires seraient les suivantes :

Secteur périscolaire, pénalités applicables pour la restauration scolaire :

- Application d'une pénalité d'1 € : pour les repas décommandés hors délais prévus au règlement intérieur, jusqu'au matin même 9h, sauf :
 - o grève de l'enseignant de l'enfant,
 - o absence et non remplacement de l'enseignant de l'enfant.
- Application d'une pénalité d'1 €, en plus du tarif habituel du repas déterminé par le quotient familial : pour les repas décommandés hors délais prévus au règlement intérieur, le jour même après 9h, sauf :
 - o grève de l'enseignant de l'enfant,
 - o absence et non remplacement de l'enseignant de l'enfant,
 - o départ de l'enfant de l'école pour raison de maladie,
 - o toutes situations ressortant de la force majeure.

Secteur extrascolaire :

- Majoration applicable pour les deux accueils de loisirs du Plateau et du Mail : le non-respect du délai de réservation des deux accueils de Loisirs entraînera un tarif de la journée et de la ½ journée majoré de 15%, au lieu de 30% actuellement.

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°102 du 14 décembre 2015,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu les extraits ci-joint de l'annexe N°1 relative aux tarifs municipaux de l'année 2016 adoptés par délibération n° 102 du 14 décembre 2015 et modifiés par la présente décision,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs mentionnés aux extraits ci-joint de l'annexe N°1 relative aux tarifs municipaux de l'année 2016, et ce à compter du 1^{er} septembre 2016 pour le secteur périscolaire et à compter du 1^{er} juillet 2016 pour le secteur scolaire,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires.

29. MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a vocation, depuis le 1^{er} janvier 2016 pour certains cadres d'emplois ayant fait l'objet d'un arrêté, et à partir du 1^{er} janvier 2017 pour tous les autres cadres d'emplois, à se substituer à toutes les autres primes en vigueur, dans un souci de simplification et afin de valoriser l'exercice des fonctions et reconnaître la variété des parcours professionnels des agents.

1. Définition du RIFSEEP : IFSE et CIA

Ce nouveau régime indemnitaire se décompose en :

- Une part fixe, l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) basée sur des critères professionnels liés aux fonctions et à la valorisation de la maîtrise technique,
- Une part variable et facultative, le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), qui considère l'engagement professionnel et la manière de servir.

Dans un premier temps, il est proposé de mettre en œuvre ce nouveau régime indemnitaire aux seuls cadres d'emplois des attachés et des conseillers et assistants socio-éducatifs, auxquels sont versées respectivement la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR), et l'Indemnité Forfaitaire Représentative de Sujétions et de Travaux Supplémentaires (IFRSTS).

En effet, les décrets instituant ces primes ont été abrogés à compter du 31 décembre 2015.

2. La part fixe : l'IFSE

Les critères proposés pour l'attribution de l'IFSE, déclinés pour chaque groupe de fonctions, ont été définis sur la base des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage ou conception,
- Technicité, expertise,
- Sujétions particulières (horaires décalés, obligations de service spécifiques...)

Le montant de l'IFSE doit être revu en cas de changement de fonctions, d'avancement de grade ou de promotion interne, ou tous les 4 ans, au vu de l'expérience acquise, si l'agent n'a pas changé de fonctions ou bénéficié d'un changement de grade.

3. La part variable et facultative : le CIA

Les critères d'attribution de la part variable CIA seront ceux définis dans la grille d'évaluation du compte-rendu de l'entretien professionnel.

Le montant de cette part variable ne peut dépasser :

- 17 % du montant total du RIFSEEP pour les catégories A,
- 13 % du montant total du RIFSEEP pour les catégories B,
- 11 % du montant total du RIFSEEP pour les catégories C.

4. Modalités d'attribution du RIFSEEP

Les bénéficiaires du RIFSEEP sont les agents titulaires et stagiaires à temps complet ou non complet, ainsi que les agents contractuels recrutés sur un poste permanent et effectuant un temps de travail d'au moins 20h/semaine, présents dans la collectivité au moins 6 mois.

L'IFSE sera maintenue en cas de congé de maternité, paternité ou adoption. Elle suivra le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire, d'accident de travail et de maladie professionnelle, de congé de longue maladie, de longue durée et de grave maladie.

La part fixe (IFSE) fera l'objet d'un versement mensuel.

La part variable (CIA), découlant de l'entretien professionnel, sera versée en deux fois (juin et novembre).

La mise en place du RIFSEEP pour les autres cadres d'emplois fera l'objet d'un rapport présenté au Conseil municipal lorsqu'auront été publiés tous les arrêtés ministériels d'application.

Les montants de primes perçus par les agents seront établis à coûts constants, de telle sorte que cette évolution réglementaire aura un impact neutre sur les rémunérations des agents concernés et sur les finances de la Ville de Chenôve.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 88,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP,

Vu l'avis du Comité technique réuni le 10 juin 2016 (avis favorable du collège des élus de la commune, avis défavorable du collège des représentants du personnel),

Vu l'avis du Comité Technique réuni le 20 juin 2016 (avis favorable du collège des élus de la commune, avis défavorable du collège des représentants du personnel),

Vu l'avis de la commission finances aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1 : D'instaurer le RIFSEEP à compter du 1^{er} juillet 2016, dans les conditions et selon les critères exposés ci-dessus, pour tous les agents recrutés sur les cadres d'emplois des attachés territoriaux, des conseillers et assistants socio-éducatifs ;

ARTICLE 2 : De fixer les montants annuels de l'IFSE et du CIA, selon les groupes et les montants plafonds définis dans le tableau joint à la présente délibération ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

ARTICLE 4 : D'abroger la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2014 relative à la mise en place de la PFR.

30. DISPOSITIONS RELATIVES A L'INDEMNISATION DU COMPTE EPARGNE-TEMPS

Les modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps à la Ville de Chenôve permettent aujourd'hui aux agents d'utiliser ces jours épargnés uniquement sous forme de congés.

Cependant le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié offre la possibilité aux collectivités territoriales d'indemniser un certain nombre de jours épargnés par leurs agents, entre le 21^{ème} et le 60^{ème} jour. Cette disposition permettrait ainsi d'assouplir les modalités d'utilisation du compte épargne-temps.

Le montant de l'indemnisation imposable forfaitaire est fixé réglementairement comme suit :

- Catégorie A : 125 € bruts/jour
- Catégorie B : 80 €/jour
- Catégorie C : 65 €/jour

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 88,

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique réuni le 10 juin 2016,

Vu l'avis de la Commission finances aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Il est à noter l'absence de Monsieur FOURGEUX lors du vote de la délibération°30.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : De compléter la délibération du 23 mai 2011 fixant les modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps ;

ARTICLE 2 : D'adopter les modalités d'indemnisation du compte-épargne-temps conformément aux conditions exposées ci-dessus ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

31. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COLLEGES ET LYCEE DE CHENÔVE – REPARTITION DE L'ENVELOPPE PREVUE AU BUDGET PRIMITIF 2016

Au sein de l'enveloppe des subventions aux associations inscrite au budget primitif 2016, une provision de 3 500 € avait été prévue pour les collèges Herriot et du Chapitre et le lycée Antoine.

Il est proposé de répartir cette enveloppe comme suit :

Collège HERRIOT	700,00
Collège HERRIOT - Association sportive	600,00
Collège du CHAPITRE	650,00
Collège du CHAPITRE - Coopérative	400,00
Collège du CHAPITRE - Association sportive	650,00
L.P. ANTOINE - Foyer Socio-Educatif	500,00

En outre, il est proposé de réaffecter la subvention de 234 € attribuée au lycée Antoine, destinée initialement à soutenir l'organisation d'un voyage finalement annulé, à la réalisation par les élèves de terminale d'un court métrage sur la sécurité routière.

Vu l'article L2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer les subventions aux collèges et lycée conformément au tableau présenté ci-dessus.

32. DEVENIR DES MATERIELS DE L'ANCIENNE ECOLE MUNICIPALE DE PECHE DE CHENOVE

L'Ecole Municipale de Pêche de Chenôve a cessé ses activités en septembre 2013. Elle était installée depuis 1993 à la Maison du Développement Durable. Ses matériels doivent aujourd'hui être évacués afin que l'association Pirouette Cacaahuète, qui occupe les lieux depuis janvier de cette année, puisse disposer de la pleine jouissance des locaux.

Il s'agit donc de donner une seconde vie aux différents matériels restés en état et acquis pendant plus de vingt ans pour les besoins du service municipal.

Après étude, il apparaît qu'une partie du matériel de pêche est susceptible d'être utilisée par le Centre de Loisirs dans le cadre de ses activités basées à proximité de plans ou de cours d'eau.

Une autre partie du matériel, le plus ancien, pour lequel une valeur a été attribuée de façon symbolique dans la mesure où les matériels ressortent davantage de pièces d'antiquité, pourrait être donnée au musée de la Maison de l'Eau, de la Pêche et de la Nature.

Le reste du matériel pourrait être réutilisé par les associations partenaires de la ville pendant ces vingt années, associations qui par ailleurs sont identifiées aujourd'hui comme les seules intervenantes dans le domaine de la pêche au niveau du département. Ces associations, notamment l'Union Dijonnaise des Fervents Pêcheurs qui a œuvré avec la commune d'une façon particulièrement dynamique mais pas seulement, ont activement contribué, durant toutes ces années, au bon déroulement des activités mises en place par l'Ecole Municipale de Pêche.

S'agissant donc de donner une seconde vie à ces matériels de pêche compte tenu des activités des associations d'une part, de soutenir la démarche de promotion de la pêche et de la protection des milieux aquatiques auprès des jeunes publics d'autre part, il est proposé de transférer gratuitement la propriété de ces matériels aux associations suivantes :

- Union Dijonnaise des Fervents Pêcheurs
- Fédération de Pêche de la Côte d'Or
- Club Mouche Saint-Apollinaire
- Groupement des Pêcheurs Sportifs de Côte d'Or
- Maison de l'Eau de la Pêche et de la Nature d'Heuilley-sur-Saône

La valeur totale de ces matériels (répartition jointe en annexe) est estimée à environ 8300 €.

Enfin, une trentaine d'aquariums de 200 litres et cinq aquariums de 2000 litres, dont la commune n'a plus l'usage, dont l'état de fonctionnement (étanchéité notamment) n'est pas connu, et dont la valeur ne peut être déterminée, ainsi que partie de leurs accessoires (moteurs, pompes, filtres...), est également stockée depuis plusieurs années dans les locaux occupés désormais par l'association Pirouette Cacaahuète.

Au regard de l'état de ces matériels et des contraintes d'un diagnostic voire d'une remise en état, il pourrait être envisagé un don d'un ou plusieurs aquariums et de leurs accessoires, à toute association ou organisme public intéressé, sous réserve de la prise en charge par leurs soins du transport, de la remise en état et de l'entretien.

Le cas échéant, France Domaine pourrait être saisi par la commune afin d'organiser la vente par adjudication de ces biens mobiliers, étant précisé que France Domaine perçoit une taxe (11 % au 1^{er} juin 2016) en sus du prix de la vente.

Vu l'article L 2121-29 du CGCT,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser le don des matériels de pêche aux associations précitées conformément aux conditions exposées et selon la répartition annexée au présent rapport,

ARTICLE 2 : D'autoriser le don des aquariums et de leurs accessoires aux conditions précisées ci-dessus,

ARTICLE 3 : D'autoriser la vente par adjudication de ces matériels qui ne seraient pas pris par les associations ou par tout organisme public intéressé,

ARTICLE 4 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente décision.

33. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENTS FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES

La commune de Chenôve a déployé depuis 2015 des moyens supplémentaires en termes de personnel afin de faciliter l'accès aux activités péri et extra scolaires pour les enfants porteurs de handicap. Par ailleurs, elle programmera également une formation spécifique pour ces agents courant 2016.

Dans le but de réduire les inégalités territoriales et sociales, la branche Famille de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) poursuit trois objectifs :

- Développer une offre d'accueil à même de mieux répondre aux besoins des familles,
- Accroître l'accessibilité à l'offre de service « enfance » et « jeunesse »,
- Accompagner la structuration de l'offre sur les territoires dans une dynamique partenariale.

A cet effet la C.A.F. a créé un fonds d'accompagnement « Publics et Territoires ». Il s'agit notamment dans le cadre de son Axe 1 « Volet Jeunesse » de renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant) et les ALSH (accueils de loisirs sans hébergement) afin de continuer à développer leur accueil effectif dans les structures de droit commun.

La Commission d'Action Sociale de la C.A.F., lors de sa réunion du 17 novembre 2015, a décidé d'accorder à la commune de Chenôve une aide pluriannuelle au titre des années 2015 et 2016 (subventions de fonctionnement « Volet Jeunesse »), basée sur les prévisionnels des deux années :

- Au titre de l'année 2015 : 15 319 € maximum (montant des dépenses estimé à 19 149,65 €)
- Au titre de l'année 2016 : 42 216 € maximum (montant des dépenses estimé à 52 769,18 €)

Etant précisé que cette aide ne pourra cependant pas excéder 80% du montant total des dépenses TTC retenues par la C.A.F. (dépenses réalisées).

Afin de percevoir les versements concernant ces aides financières Fonds d'Accompagnement Publics et Territoires, une convention d'objectifs et de financements devra être conclue entre la commune de Chenôve et la C.A.F (convention jointe à la présente délibération).

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 23 juin 2016,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 23 juin 2016,

Vu le projet de convention joint en annexe,

Il est à noter l'absence de Monsieur MICHEL lors du vote de la délibération°33.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention d'Objectifs et de Financements Fonds d'Accompagnement Publics et Territoires – Axe 1 – « Volet Jeunesse » afin de percevoir l'aide financière au titre des années 2015 et 2016.

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

34. DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,
Vu le tableau joint en annexe,

Le Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : Prend acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

Les questions orales provenant du groupe « Chenôve entre vos mains » sont lues par Madame Caroline CARLIER.

Les réponses sont apportées par Monsieur le Maire.

La séance est levée à 22h40.

Le Maire

Thierry FALCONNET